

Alliance pour la souveraineté alimentaire  
Case postale 925 - 1001 Lausanne  
[info@souverainete-alimentaire.ch](mailto:info@souverainete-alimentaire.ch)  
[www.souverainete-alimentaire.ch](http://www.souverainete-alimentaire.ch)

## **A la presse**

Lausanne, le 24 août 2017

### **L'Alliance pour la souveraineté alimentaire s'oppose clairement au contre-projet sur la sécurité alimentaire !**

***Lors de son assemblée générale qui s'est tenue le 23 août au soir à Berne, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire a débattu du contre-projet « sécurité alimentaire » soumis à votation le 24 septembre prochain. Par un vote clair, elle appelle à voter NON.***

Alors que l'Alliance ne s'était jamais opposée à l'initiative de l'Union Suisse des Paysans « sécurité alimentaire ». Le contre-projet introduit deux alinéas que l'Alliance juge problématiques. Il s'agit de l'alinéa c) « *l'agriculture et le secteur alimentaire doivent répondre aux exigences du marché* » et l'alinéa d) qui demande que la Confédération crée les conditions pour « *des relations commerciales transfrontalières qui contribuent au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire* ».

Ces deux phrases sont sujettes à une large interprétation. Au point de voir deux comités distincts soutenir le contre-projet en utilisant des arguments très différents pour convaincre le citoyen.

#### **Marché de dupes**

A quelles exigences et à quel « marché » faut-il se soumettre? A celui qui prévaut actuellement, dominé par un oligopole formé de deux grands distributeurs qui détiennent 80% des parts du marché et qui ne laissent que des miettes aux paysans et aux ouvriers agricoles ? Aujourd'hui, les paysans n'ont pas de véritables partenaires commerciaux. Pour éviter toute équivoque, l'Alliance pour la SA avait appelé à ce que le contre-projet évoque la nécessité de répondre « aux exigences de la population », et non du marché. Sans succès.

#### **Arguments fallacieux des comités favorables au contre-projet**

Après le grand écart visant à être simultanément plus compétitif et plus écologique, voici que le contre-projet serait aussi en mesure de réaliser ce qui ne s'est jamais vu : développer un commerce équitable permettant aux paysans des quatre coins du globe d'obtenir des revenus comparables au reste de la population tout en continuant tête baissée dans la libéralisation, voire le libre-échange, modèle économique qui n'a depuis des décennies que provoqué baisses des prix, impacts socio-environnementaux catastrophiques et disparition de l'agriculture paysanne. Pierre-André Tombez, président de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire, rappelle instamment : « plus de marché est incompatible avec plus de durabilité ». L'Alliance pour la souveraineté alimentaire ne s'oppose pas au commerce ; elle estime que celui-ci doit être développé sur la coopération plutôt que la compétition.

#### **De la sécurité à la souveraineté alimentaire**

L'Alliance estime qu'un changement de cap de nos politiques agricole et alimentaire est indispensable. C'est pourquoi elle s'engage à soutenir l'initiative pour la souveraineté alimentaire qui sera probablement soumise au vote en 2018. Celle-ci promeut une agriculture paysanne et solidaire, sans OGM et diversifiée. Elle vise à la production d'une alimentation saine et de proximité, dans un espace rural vivant, créateur d'emplois permettant des prix, des conditions de travail et des salaires justes tout en contribuant à un commerce international équitable.

*L'Alliance pour la souveraineté alimentaire a été fondée en septembre 2016 et elle réunit environ 250 organisations et personnes de mouvements agricoles, ecclésiastiques et sociaux.*

#### **Contacts presse**

Pierre-André Tombez, Président de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire 079 634 54 87 (F/d)  
Ulrike Minkner, Vice-Présidente de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire 032 941 29 34 (D/f)